

*ration suffisante*, faisait retour à ceux-ci, sous la forme d'une *ristourne*, versée au *bureau central* des pays vendeurs. Le bureau central faisait la *répartition* de ces ristournes entre les différents organismes nationaux des pays vendeurs.

En travaillant ainsi à améliorer la situation des habitants des *Etats agricoles* du centre et de l'*Est* européen, les *Etats industriels* de l'*Ouest* ne feraient pas un vain sacrifice : la reconstitution du pouvoir d'achat des agriculteurs danubiens se traduirait en effet par un accroissement de leurs besoins en *produits fabriqués*, et les achats qu'ils faisaient autrefois, dans les pays occidentaux et qui, depuis la crise, ont diminué de moitié, retrouveraient et dépasseraient leur ancien niveau.

*Les problèmes industriels.* — Le mémorandum préconisait l'idée de reprendre et de développer les *ententes privées internationales*.

« Une des causes de la crise présente, c'est la rupture  
« d'équilibre entre la production des matières premières  
« et la production des objets fabriqués, rupture due elle-  
« même à des progrès techniques trop rapides et au rythme  
« trop accéléré de la rationalisation, au cours de ces der-  
« nières années. C'est enfin la répartition défectueuse des  
« débouchés par un appareil mal agencé de distribution des  
« biens <sup>(1)</sup>. »

Il faut donc discipliner la production et la vente ; et corriger le fonctionnement du mécanisme de la production et de la distribution. Le gouvernement français a estimé que la vraie méthode, adaptée aux circonstances et déduite

---

(1) V. le texte du mémorandum français : Moyens susceptibles de remédier à la crise actuelle en Europe.